



# Ce n'est pas aux collectivités locales de payer la note, un autre choix est possible

■ Le 25 novembre 2014

Le 17 octobre, le gouvernement et l'opposition se sont mis d'accord pour réduire les dotations aux collectivités territoriales (régions, départements et communes) de 11 milliards d'euros au total entre 2015 et 2017, tout en accompagnant le massacre de quelques aides permettant d'atténuer la casse, pour les plus pauvres. Dès 2015, ce seront plus de deux milliards sur le dos des communes. Nous disons non !

## NON À L'ÉTRANGLEMENT

Non, car cette baisse des dotations mettra la majorité des collectivités dans l'impossibilité de boucler leur budget dans les années à venir. « *La moitié, voire les deux-tiers des collectivités pourraient être dans le rouge en 2018* », s'alarme un rapport du Sénat. Beaucoup risquent de se retrouver rapidement en situation de « double déficit », c'est-à-dire que leurs dépenses de fonctionnement seront plus importantes que leurs recettes et qu'elles

seront incapables de rembourser leur dette avec leurs ressources propres. Et comme les collectivités n'ont pas le droit de boucler un budget en déficit et de recourir à l'emprunt pour leurs dépenses de fonctionnement, elles se retrouveront menacées de mise sous tutelle préfectorale.

***Il s'agit  
d'un véritable  
hold-up à  
l'envers, car  
ce sont bien  
les banques  
qui nous  
braquent avec  
la complicité de  
l'État***

## INJUSTE ET INEFFICACE

Cette participation accrue et contrainte des collectivités locales au redressement des finances publiques est à la fois injuste et inefficace :

- injuste parce que les collectivités locales, astreintes à l'équilibre budgétaire, n'ont aucune responsabilité dans le creusement de la dette et la nette détérioration des finances publiques depuis une décennie ;
- injuste parce que les dotations de l'État aux collectivités locales sont la compensation, souvent incomplète, des transferts de charges opérés par l'État

Ne pas jeter sur la voie publique svp

Le mouvement de  
Jacques Cheminade  
**Solidarité & progrès** **SP**

www.solidariteetprogres.org | BP27 92114 Clichy cedex | 01 76 69 14 50

depuis les premières lois de décentralisation, il y a plus de trente ans ;

▪ inefficace parce qu'en assurant près de 70 % de l'investissement public, les collectivités participent à la croissance économique comme à la création d'emploi.

Il s'agit d'un véritable hold-up à l'envers, car ce sont bien les banques qui nous braquent avec la complicité de l'Etat. En 2008, l'Etat a renfloué avec les deniers publics, sans aucune contrepartie, des banques casinos à la dérive. Cet argent a été remboursé, mais l'Etat a dû dépenser des milliards pour faire tenir le système, car les banques en difficulté ne prêtent plus aux entreprises. Et pour régler la note d'hier, on passe aujourd'hui la facture au peuple et aux collectivités territoriales !

En même temps, François Hollande a fait rectifier le 20 octobre 2012 le pacte d'austérité européen, hypocritement appelé « Traité de stabilité, de coopération et de gouvernance », et laisse aujourd'hui négocier un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP ou TAFTA), qui livrerait notre industrie et notre monde rural aux monopoles américains dans un monde économique sans lois et sans normes.

## COMMENT S'EN SORTIR ?

Pour empêcher que les collectivités soient mises sous tutelle par une véritable Inquisition financière, il faut au contraire dire « oui » à une autre politique à tous les niveaux. Nos solutions doivent devenir les vôtres :

**1 Supprimons toute baisse des dotations** et protégeons les investissements des communes, des départements et des régions dans le cadre d'un plan national de développement.

**2 Arrêtons le démantèlement surnois des départements et des communes**, base de notre démocratie, et ne laissons pas les régions riches absorber les pauvres, ne laissons pas mettre tout le monde sous tutelle financière ! En plus, c'est le gâchis : à quoi servira

l'hôtel de région de Clermont-Ferrand quand l'Auvergne sera intégrée dans la région Rhône-Alpes ? Pourquoi préserve-t-on la Bretagne et non l'Alsace ?

**3 Sortons d'une UE incapable de s'auto-corriger**, d'un euro en faillite et d'une OTAN engagée dans une nouvelle Guerre froide.

**4 Assainissons pour de vrai notre système bancaire** : coupons les banques en deux avec une séparation stricte entre banques spéculatives et banques de dépôts. Inspirons-nous de la conférence de Londres de 1953 qui, en accordant à l'Allemagne une réduction de 66 % de sa dette, lui a permis de se

reconstruire et de servir de locomotive à toute l'économie européenne.

**5 Associons-nous à la dynamique des BRICS** (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui, hors du système dollar, se dotent d'instruments de crédit au service de l'investissement à long terme dans les grandes infrastructures, source d'emploi, de paix et de justice sociale. C'est de fond en comble qu'il faut changer, pas d'un seul coup peut-être, mais avec l'idée de rétablir le pacte millénaire de la France avec elle-même et la liberté du monde.

*Rejoignez notre action  
contactez-nous*



Le mouvement de  
Jacques Cheminade  
**Solidarité & progrès** **SP**

[www.solidariteetprogres.org](http://www.solidariteetprogres.org) | BP27 92114 Clichy cedex | 01 76 69 14 50